

Mémoire de l'Association canadienne pour les études supérieures au Comité permanent des finances de la Chambre des communes, au sujet du budget fédéral de 2015

Résumé

L'Association canadienne pour les études supérieures (ACES) remercie le Comité permanent de la Chambre des communes sur les finances de cette occasion d'exprimer son point de vue sur le budget fédéral de 2015 et les politiques qui le sous-tendent.

Nos membres sont bien au fait de l'actuel débat de haut niveau sur la valeur de l'enseignement universitaire et, en particulier, la valeur d'un diplôme d'études supérieures. De plus en plus, les doyens d'écoles d'études supérieures se considèrent comme faisant partie d'un réseau international de dirigeants et d'administrateurs. Nous sommes tous directement touchés par les tendances mondiales, les tendances en matière de recrutement et les ambitions des pays en développement, ainsi que par la mesure dans laquelle les pays investissent actuellement dans des programmes de cycles supérieurs.

Près de 75 % des étudiants canadiens vont entrer dans la population active en répondant à la demande de travailleurs hautement qualifiés dans les secteurs public et privé, de la santé et du gouvernement. Les sommes que le gouvernement du Canada attribue à des chercheurs et des étudiants par le biais des conseils subventionnaires sont un investissement crucial dans le perfectionnement de diplômés des cycles supérieurs productifs, mobiles et hautement employables.

Les indicateurs permettent de croire que l'acquisition de compétences non techniques fournit un complément utile à notre activité de base, en fournissant les connaissances universitaires et les compétences méthodologiques et analytiques à jour requises pour produire des diplômés de calibre mondial. À cette fin, l'ACES a investi dans l'initiative du Conference Board du Canada sur les compétences et l'éducation postsecondaire. L'ACES travaillera avec le Conference Board pour évaluer le perfectionnement des compétences et le Ph. D. au Canada.

L'ACES reconnaît les investissements que le gouvernement du Canada a consentis dans le budget de février 2014, soit une somme supplémentaire de 1,5 milliard de dollars pour promouvoir le leadership mondial en recherche des établissements canadiens par l'entremise du fonds d'excellence en recherche Apogée Canada. C'est un investissement qui accroît les ressources disponibles pour les chercheurs de toutes les disciplines. Il va également aider les établissements à maintenir et renforcer l'infrastructure nécessaire pour entreprendre des recherches. Cet investissement dans l'éducation postsecondaire, et en particulier dans l'enseignement supérieur, rassure l'ACES sur le fait que le gouvernement du Canada reconnaît la valeur de l'enseignement supérieur pour l'économie du Canada.

L'ACES appuie fermement la vision exprimée dans le rapport Chakma de 2012 au ministre du Commerce international – « Notre vision pour le Canada : *devenir le chef de file du XXI^e siècle dans le domaine de l'éducation internationale afin d'attirer des gens de talent et de préparer nos citoyens au marché mondial, de façon à établir des bases solides pour assurer notre prospérité future* » et presse le gouvernement de réexaminer ses recommandations.

Mémoire

L'Association canadienne pour les études supérieures (ACES) remercie le Comité permanent de la Chambre des communes sur les finances de cette occasion d'exprimer son point de vue sur le budget fédéral de 2015 et les politiques qui le sous-tendent.

L'ACES a été fondée en 1962 pour promouvoir l'enseignement supérieur. Elle le fait par des activités de plaidoyer, la diffusion d'information, des réunions et des conférences. L'association regroupe 60 universités canadiennes ayant des programmes d'études supérieures, ainsi que d'autres établissements et organisations ayant un intérêt envers les études supérieures.

Nos membres sont bien au fait de l'actuel débat de haut niveau sur la valeur de l'enseignement universitaire et, en particulier, la valeur d'un diplôme d'études supérieures. Cette conversation n'est pas unique au Canada. De plus en plus, les doyens d'écoles d'études supérieures se considèrent comme faisant partie d'un réseau international de dirigeants et d'administrateurs. Nous sommes tous directement touchés par les tendances mondiales, les tendances en matière de recrutement et les ambitions des pays en développement, ainsi que par la mesure dans laquelle les pays investissent actuellement dans des programmes de cycles supérieurs.

Reconnaissance du budget 2014

L'ACES reconnaît les investissements que le gouvernement du Canada a consentis dans le budget de février 2014. Il s'agit notamment de la somme supplémentaire de 1,5 milliard de dollars pour promouvoir le leadership mondial en recherche des établissements canadiens au moyen du fonds d'excellence en recherche Apogée Canada. C'est un investissement qui accroît les ressources disponibles pour les chercheurs de toutes les disciplines. Il va également aider les établissements à maintenir et renforcer l'infrastructure nécessaire pour entreprendre des recherches. Cet investissement dans l'éducation postsecondaire, et en particulier dans l'enseignement supérieur, rassure l'ACES sur le fait que le gouvernement du Canada reconnaît la valeur de l'enseignement supérieur pour l'économie du Canada.

L'ACES est satisfaite de l'accent mis sur les stages et de la marge de manœuvre qui permet au Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et à MITACS d'élargir le programme Accélération au-delà des disciplines « sciences et technologies », « génie et technologies du génie » et « mathématiques et sciences informatiques » (STGM). Le Plan d'action économique de 2013 fournit 70 millions de dollars sur trois ans pour des stages. Il complète ainsi les 35 millions de dollars sur cinq ans accordés à MITACS dans le Plan d'action économique de 2012 pour soutenir les stages dans les disciplines STGM.

Regards vers le budget de 2015

Les programmes d'études supérieures des universités canadiennes produisent des diplômés hautement qualifiés et très efficaces, qui sont prêts à participer à l'économie canadienne. En fait, l'enseignement supérieur a un impact direct sur l'ensemble des thèmes des consultations prébudgétaires de 2014. On peut le décrire sous les quatre aspects suivants :

- **Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique**
 - La capacité de gain des diplômés universitaires, en particulier celle des titulaires d'un diplôme d'études supérieures (maîtrise et doctorat), est pratiquement le double de celle des personnes ayant fait des études moins avancées. Par exemple, les titulaires de doctorat dans les domaines de la santé et de la gestion ont en moyenne des gains annuels de plus de 130 000 \$. L'impôt sur le revenu payé par ces travailleurs suit la même tendance.
 - Les sommes que le gouvernement du Canada attribue à des chercheurs et des étudiants par le biais des conseils subventionnaires sont un investissement crucial dans le perfectionnement de diplômés des cycles supérieurs productifs, mobiles et hautement employables. À ce titre, elles constituent un investissement stratégique dans l'avenir du Canada. Ces jeunes gens, Canadiens et étudiants internationaux qui, dans de nombreux cas, deviendront des immigrants, se préparent à contribuer à la croissance de l'économie, de leur collectivité et du programme d'innovation du Canada.
- **Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation**
 - Les nouvelles approches en matière de gestion thérapeutique, de soutien aux populations vieillissantes et vulnérables, de cohésion sociale et de formation sont quelques exemples d'innovations élaborées et testées par des chercheurs établis et des étudiants-stagiaires dans les universités du pays. Ce travail profite à tous les Canadiens.
- **Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation**
 - Les connaissances, les compétences et la vision sont essentielles pour la compétitivité. Les entreprises canadiennes comptent sur l'ingéniosité d'une vaste gamme de personnes ainsi que sur un large éventail de compétences. L'accès à du financement supplémentaire pour la recherche et le développement et l'accent mis sur la formation en matière de commercialisation et d'innovation sociale sont essentiels pour faire progresser la position du Canada dans le monde.
- **Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens**
 - Près de 75 % des étudiants canadiens vont entrer dans la population active en répondant à la demande de travailleurs hautement qualifiés dans les secteurs public et privé, de la santé et du gouvernement. Les 25 % restants vont occuper des postes dans le secteur de l'éducation. Il est important de doter ces étudiants de compétences qui mettent en valeur leur pensée indépendante, leur créativité et leurs aptitudes analytiques, afin qu'ils puissent s'épanouir dans notre climat économique actuel tourné vers le monde et une nouvelle réalité budgétaire et éducative.

- La formation d'un nombre croissant de Canadiens hautement qualifiés dans les disciplines STGM, les arts de création, les sciences sociales et les lettres et sciences humaines permet de répondre aux exigences de plus en plus complexes des sphères publique et privée et permet au Canada d'être concurrentiel dans une économie mondiale en expansion. Un nombre croissant de titulaires de doctorat cherchent un emploi en dehors du monde universitaire. Beaucoup créent leur propre emploi et recrutent d'autres personnes dans de nouveaux projets rentables.

La clé de la réussite

L'ACES apporte une contribution dans deux domaines qui permettront d'atteindre les objectifs énoncés dans les priorités du budget de 2015 à l'attention du Comité.

Perfectionnement des compétences dans l'enseignement postsecondaire

Au cours des dernières années, nous avons assisté à une évolution des programmes d'études supérieures, qui ne sont plus surtout des voies directes vers des postes universitaires mais mènent vers un plus large ensemble de possibilités et de chemins voies au-delà de l'université. Les programmes d'études supérieures du Canada se sont adaptés au besoin en intégrant des possibilités de perfectionnement professionnel à la formation des diplômés. Ce genre de formation professionnelle permet aux étudiants d'acquérir les compétences non techniques auxquelles les employeurs tiennent et prépare les étudiants à appliquer leurs connaissances et compétences de pointe dans un large éventail de contextes professionnels.

Les établissements d'enseignement sont à l'avant-garde pour ce qui est de déterminer quelles sont les compétences requises par les futurs dirigeants et de les aider à les acquérir. La mise en place de programmes novateurs pour aider les étudiants à acquérir ces compétences a été accueillie avec enthousiasme et un fort taux d'adhésion. Les indicateurs permettent de croire que l'acquisition de compétences non techniques fournit un complément utile à notre activité de base, en fournissant les connaissances universitaires et les compétences méthodologiques et analytiques à jour requises pour produire des diplômés de calibre mondial. Ceci va aider le Canada à maintenir sa compétitivité.

L'ACES a investi dans l'initiative du Conference Board du Canada sur les compétences et l'éducation postsecondaire. Nous travaillerons avec le Conference Board pour évaluer le perfectionnement des compétences et le Ph. D. au Canada. L'ACES utilisera le résultat de ce travail pour contribuer à un examen plus large de l'avenir du doctorat. En utilisant les données du CRSH, nous allons étudier ce qui fonctionne le mieux pour le Canada en examinant la forme, la fonction et les pratiques exemplaires internationales.

L'un des objectifs de l'ACES est de fournir l'occasion d'accéder à de l'information sur les programmes et les initiatives d'acquisition de compétences pour les étudiants de maîtrise et de

doctorat des établissements de tout le Canada. Une liste sera hébergée sur le site web de l'ACES et sera mise à jour par les membres au fil du temps. La mise en commun d'information a pour but de fournir des renseignements en temps réel sur les pratiques exemplaires, favorisant ainsi la collaboration.

L'ACES encourage également l'excellence dans ce domaine grâce à son prix conjoint avec Educational Testing Services . Ce prix annuel reconnaît le meilleur nouveau programme mis en place par une université. Le perfectionnement des compétences ou l'utilisation de la technologie pour donner la formation ou évaluer un doctorat a été un thème fort pour trois des quatre années du prix.

Une bonne information est indispensable à la mise au point et à l'application d'une stratégie de préparation à l'emploi pour les cycles supérieurs et aidera les universités à appuyer les objectifs économiques des gouvernements fédéral et provinciaux. L'ACES est heureux de l'annonce de l'augmentation du financement de 14 millions de dollars pour la préparation de données sur le marché du travail.

Les étudiants internationaux et l'éducation internationale

Les universités canadiennes ont besoin de recruter des chercheurs et des étudiants des cycles supérieurs de haute qualité pour contribuer à la réussite économique et sociale du Canada. L'ACES appuie fermement la vision exprimée dans le rapport Chakma de 2012 au ministre du Commerce international – « Notre vision pour le Canada : *devenir le chef de file du XXI^e siècle dans le domaine de l'éducation internationale afin d'attirer des gens de talent et de préparer nos citoyens au marché mondial, de façon à établir des bases solides pour assurer notre prospérité future.* »

La concurrence dans l'éducation à l'échelle mondiale a augmenté au cours des deux années écoulées depuis que le gouvernement a reçu ce rapport. L'ACES demande instamment au gouvernement du Canada de réexaminer le rapport Chakma, d'adopter des activités recommandées par les auteurs et d'y investir. Le message clé du rapport est que la qualité dans tout le secteur est au cœur de l'image de marque du Canada. Ceci devrait compléter la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale.

Parmi les principales recommandations figuraient notamment :

- L'alignement des politiques fédérales relatives à l'immigration, au commerce et à l'innovation ainsi que la politique étrangère afin les intégrer aux objectifs d'internationalisation du Canada en matière d'éducation. L'ACES demande que les ressources nécessaires soient fournies au système des visas, en vue d'assurer une gestion appropriée et rapide de ces documents importants de même que de minimiser les coûts et les obstacles administratifs pour ces étudiants des cycles supérieurs très recherchés.
- La mise au point d'un programme de mobilité internationale des étudiants canadiens qui inclue les étudiants diplômés. Cela pourrait inclure l'expansion du Programme de bourses d'études supérieures du Canada – Suppléments pour études à l'étranger Michael-Smith. Cet investissement permettrait aux meilleurs et plus brillants du pays de prendre leur place dans le monde à l'avantage du Canada et de répondre à l'intérêt croissant pour la réciprocité de la part des pays désignés dans la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale.

- L'attribution ou la distribution de prix et de bourses supplémentaires aux étudiants internationaux. Actuellement, les distinctions des trois conseils subventionnaires sont restreintes aux étudiants canadiens, à l'exception des bourses d'études supérieures du Canada Vanier. Le manque de bourses disponibles pour les étudiants étrangers entrave la capacité du Canada de concurrencer les programmes de bourses fournies par des pays comme la Chine et le Brésil, en plus de nos principaux concurrents pour le recrutement des meilleurs étudiants des cycles supérieurs et chercheurs (p. ex. les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni).
- Encourager le Conseil des ministres de l'Éducation (CMEC) à travailler de concert avec les intervenants et les ministères fédéraux concernés pour établir des lignes directrices claires en matière d'assurance de la qualité ainsi qu'un cadre en la matière. L'évaluation de la qualité est une préoccupation croissante pour les personnes intéressées à venir au Canada.

L'ACES estime qu'un suivi en temps opportun de ces recommandations renforcera la capacité du Canada de s'affirmer en tant que force en matière d'éducation internationale.